

VISITE MINISTÉRIELLE

Critiques et remerciements pour le ministre Dussopt

■ Ministre délégué aux Comptes publics, Olivier Dussopt a passé l'après-midi en Dordogne.

■ À Bergerac pour inaugurer un nouveau service des finances puis à Boulazac, chez Inovelec.

■ Il a terminé par une table ronde avec des élus du département.

Aude SALVETAT

a.salvetat@dordogne.com



Pendant plus d'une heure, le ministre a entendu les compliments faits par les élus qui ont bénéficié dans leurs collectivités de subventions du plan France relance. Certains n'ont pas hésité aussi à pointer quelques problématiques. PHOTOS JEAN-BAPTISTE MARTY

C'était presque une course contre la montre, hier, pour le ministre délégué chargé des Comptes publics. En visite dans le département, il était dans trois villes différentes à deux heures d'intervalle, toute l'après-midi (lire ci-dessous).

Il a terminé sa journée, à la préfecture de la Dordogne, afin d'échanger avec une quinzaine d'élus du département ayant bénéficié des aides aux collectivités, dans le cadre du plan France relance. Bien sûr, c'était forcément un peu gagné d'avance. Jean-Paul Lotterrie, président de l'intercommunalité Isle Double Landais s'est félicité de l'espace France service. « Le conseiller numérique amène beaucoup de positif. Il partage son temps et se déplace chez les

usagers ». Son confrère de l'intercommunalité de Domme-Villefranche-de-Périgord, Jean-Claude Cassagnole, a aussi souligné les avantages en lisant même le témoignage spontané d'une usagère.

Un échange comme un air de campagne, alors que le président de la République, hier, a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle.

« L'État s'éloigne, nous le ressentons en milieu rural »

Cependant, l'élu du sud Périgord n'a pas hésité à parler « du moins bien ». Il a évoqué le projet de gendarmerie, avec un problème de financement puisqu'un différentiel est apparu. « Si la com-

mune doit payer, je ne sais pas comment elle va faire... »

Son homologue de l'Isle Vern Salembre, Jean-Michel Magne « est déçu ». Déçu car il aurait aimé installer une Maison France services avec un conseiller numérique mais il a été mis en minorité. Quant à leur homologue du Pays de Belvès, cette espace de services « marche trop bien », ce qui pose aussi problème. « L'État s'éloigne, nous le ressentons en milieu rural ».

Un appel à sauver le milieu rural lancé également par Thierry Boidé, représentant l'Union des maires. « Je me bats pour que le message de la ruralité soit entendu, et pas qu'à la veille des élections. Il faut oser la ruralité, et créer un ministère de la ruralité

qui comprendrait l'agriculture, et pas un secrétariat d'État ».

Des messages que le ministre, Olivier Dussopt, a pleinement entendus. Il a pourtant défendu la politique de son président, Emmanuel Macron, en saluant le succès des Maisons France services, en assurant l'augmentation de nombreux fonds et en ne cachant pas ses intentions de vote. Une communication maîtrisée ramenant également à l'utilité du plan France relance.

En Dordogne, 228 millions € environ ont été répartis pour soutenir les entreprises, sur trois volets principaux (transition écologique, compétitivité et cohésion sociale et territoriale), dans ce dispositif lancé en 2020 par le Gouvernement.

Inovelec a investi dans la technologie de pointe



Le ministre délégué a visité l'entreprise Inovelec, qui a bénéficié de près de 530 000 €, dans le cadre du plan France relance.

Lauréat de France relance et habitué aux visites de personnalités politiques, Inovelec, spécialisée dans la fabrication de cartes électroniques, a été aidée par l'État avec près de 530 000 €. L'entreprise boulazacoise n'a pas tardé à investir cette somme, le double de son investissement annuel. « Le plus gros investissement est cette radiographie en trois dimensions, à 260 000 €. Elle permet de reconstituer les

soudures et de réaliser des expertises sur les composants », a expliqué le directeur, Jean-Philippe Guglielmi au ministre Olivier Dussopt. Une technologie de pointe qui permet « d'aller beaucoup plus loin. C'est un apport gigantesque », permettant à Inovelec de prendre des marchés à d'autres concurrents. En deux ans, l'entreprise a doublé son chiffre d'affaires, avec toujours une croissance à deux chiffres.

À Bergerac, un nouveau service financier

La visite du ministre a débuté, hier, à Bergerac, par l'inauguration et la visite des locaux relocalisés de la Direction générale des finances publiques. Il s'agit d'un SAPF (Services d'appui de la publicité foncière), ouvert depuis le 1^{er} septembre dernier, un des premiers en France, et qui accueille 24 agents des finances publiques, venus d'Île de France majoritairement. En septembre 2023, six nouvelles personnes seront nommées pour atteindre trente employés sur cette structure. « Des sorties d'école, directement de l'école nationale des finances publiques », a précisé le ministre, Olivier Dussopt. Il s'agit d'une volonté politique de relocaliser des locaux dans le territoire. 450 communes ont répondu à l'appel à projets, et 68 ont été sélectionnées pour accueillir des services dits démetropolisés.

40 permanences en 2023 ?

Leur rôle peut rester abstrait pour le contribuable qui n'aura jamais de contact avec eux. Ces employés ont pour gestion les actes immobiliers, après un achat ou une vente chez le notaire, par exemple. Ce qui peut sembler étonnant, c'est



Le service d'appui de la publicité foncière s'est installé en Dordogne. Les agents arrivent du Nord de la France.

qu'ils ne vont pas gérer des actes de la Dordogne, mais de l'Hérault et du Lot. « Il y a plus d'un an de délai dans certains départements contre 30 jours dans d'autres », a expliqué Pascal Allaud, le responsable de ce nouveau service à Bergerac. Une logique qui peut surprendre. « Peut-être dans quelques mois on s'occupera de Périgueux », s'est justifié Olivier Dussopt. Il a alors enchaîné en assurant que la Dordogne sera dotée, « en 2023, de 40 permanences fixes pour aider les usagers dans leurs impôts », contre

18 actuellement. Bien sûr, elle comprend toutes celles des Maisons France services. De plus, il a annoncé « la création de 12 conseillers décideurs locaux », en Dordogne, qui auront pour fonction d'aider les conseillers élus dans leur gestion des finances publiques. Pour la dizaine de syndicalistes présents devant ce nouveau service, hier, la « visite bien préparée à l'avance est un coup de communication ». « On nous l'a vendu comme un nouveau service avec la création d'emploi », ont-ils dénoncé.

EN BREF

■ **Réforme PAC 2023-2027.** Des réunions d'informations sont organisées en Dordogne par la Chambre d'agriculture et la DDT pour informer des nouvelles règles dictées par la réforme. Issues du travail de l'APCA et du réseau des Chambres d'agriculture, des fiches synthétiques sur les principaux enjeux de la réforme PAC 2023-2027 sont également consultables sur notre site web (Réforme PAC 2023-2027). Dates des réunions sur <https://dordogne.chambre-agriculture.fr/>

■ **Centres de planification et d'éducation familiale.** Le conseil départemental réalise des actions de prévention en matière de vie affective et sexuelle, dans les centres de planification et d'éducation familiale (CPEF). Ces lieux d'accueil, d'écoute et d'information sur la sexualité et la vie affective sont ouverts à tout public et plus particulièrement aux mineurs et aux majeurs sans assurance maladie. Les services sont gratuits et dans le respect de votre anonymat. L'accueil se fait uniquement sur rendez-vous, du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 13h30 à 17h :
- **Bergerac** : 2 rue Valette, 05 53 02 04 70
- **Nontron** : CMS place du Champ de foire, 05 53 02 07 06
- **Périgueux** : Cité Administrative, Bâtiment B 3ème étage, 05 53 02 03 90
- **Ribérac** : MDD en Val de Dronne, Les Chaumes Est, route de Périgueux, 05 53 02 06 80
- **Sarlat** : CMS Les Jardins de Madame, rue Jean Leclair, 05 53 02 07 77.

■ **Nutrition.** L'asept du Périgord agenais propose des ateliers nutrition en ligne. Inscriptions : <https://www.asept-perigord-agenais.fr/agenda/actions-en-ligne.html>